

L'ASSEMBLÉE ENTRE DISSOLUTION ET LÉGISLATIVES ANTICIPÉES

Les députés retiennent leur souffle

Les membres de l'Assemblée populaire nationale semblent particulièrement préoccupés par la situation politique actuelle. Une grande majorité d'entre eux est persuadée que le pouvoir exécutif s'attelle à trouver une formule pour précipiter la fin de cette législature.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Toutes les bonnes choses ont une fin, dit l'adage populaire. Mais pour les députés, la fin de leur mandat pourrait avoir un goût amer.

Depuis quelques jours, les élus nationaux sont sous pression. La raison : une rumeur persistante qui annonce la dissolution de l'Assemblée populaire nationale dans un avenir très proche.

«Il faut comprendre que certains députés, pour ne pas dire la grande majorité, n'auraient jamais eu l'occasion de siéger à l'Assemblée populaire nationale si la vie politique était réellement régie par des règles démocratiques. Ces gens-là sont ici pour leur ventre. Pour ma part, je n'ai nullement besoin des indemnités», expliquait, hier, aux journalistes Mohamed Benhamou, député de

Tlemcen élu sur une liste du Front national algérien.

En fait, quelques minutes auparavant, Benhamou, dissident du FNA, a déclenché un véritable clash en tenant des propos identiques en séance plénière. Une attaque en règle qui fera réagir un député FLN de Relizane, Belabbas Belkacem. Les travaux, censés être consacrés au débat autour du projet de loi du code communal, tourneront à la foire d'empoigne.

Les deux députés s'échangeront insultes, invectives, accusations et même des «toz» à la mode Kadhafi.

Les élus ont même failli en arriver aux mains dans les couloirs de l'hémicycle. Piètre spectacle pour une institution censée représenter tout un peuple. Mais que doit-on attendre d'une Assemblée dont l'unique fait



La dissolution du Parlement relève du seul domaine du président de la République.

d'armes est d'avoir approuvé un amendement de la Constitution dans le seul but de permettre au président de régner à vie ?

«La dissolution de l'Assemblée est évoquée depuis le début de cette

législature. Louisa Hanoune, qui siège à l'APN, l'a toujours revendiqué. Toutefois, personne n'y a réellement cru. Mais cette fois-ci, les choses sont totalement différentes. Tout le monde parle de changement. Une des étapes prin-

cipales de ce changement consisterait à mettre un terme à cette législature. Reste à savoir comment cela se déroulera», précisait, hier, un parlementaire d'un parti membre de l'Alliance présidentielle.

La Constitution offre au président deux formules : soit la dissolution pure et simple,

soit l'organisation d'élections législatives.

«Le président de l'Assemblée populaire nationale, le président du Conseil de la nation et le chef du gouvernement consultés, le président de la République peut décider de la dissolution de l'Assemblée populaire nationale ou d'élections législatives anticipées. Dans les deux cas, les élections législatives ont lieu dans un délai maximal de trois (3) mois», précise l'article 129 de la Constitution.

«Les députés sont persuadés qu'ils n'iront pas jusqu'au bout de leur mandat. Ils espèrent, toutefois, que le président optera pour l'organisation d'élections anticipées plutôt que la dissolution. Ce serait considéré comme un véritable revers», souligne notre interlocuteur.

Hier, dans les coulisses de l'Assemblée, on évoquait un probable discours à la nation que devrait prononcer le président de la République à l'occasion du 19 Mars. Bouteflika devrait statuer sur leur sort samedi prochain.

Le week-end sera long et stressant.

T. H.

ALGER

Reprise des affrontements à Diar-El-Mahçoul

Les affrontements entre la police et les jeunes émeutiers de la cité Diar El Mahçoul, à El Madania, ont repris, hier, en début d'après-midi.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les jeunes émeutiers de l'ex-Salembier ont commencé par sortir par petits groupes lançant des pierres sur le dispositif policier qui campe sur place, depuis mardi.

En début d'après-midi, aux environs de 14h30, ces derniers sont

montés sur les toits de leurs immeubles pour bombarder avec toutes sortes d'objets les policiers, peu nombreux, en faction dans la cité. A 16h30, les jeunes de Diar El Mahçoul, visage couvert et torse nu, maintenaient toujours la pression sur les forces de l'ordre, lesquelles ont préféré ne pas répondre à la provocation. Quelques blessés ont été toutefois dénombrés parmi les policiers.

Pour rappel, les agitations ont commencé lundi soir à la cité Diar El

Mahçoul, quand les habitants ont exigé d'être relogés. «Nous sommes fatigués des promesses des autorités locales. La majorité des familles habitant les quartiers défavorisés de la capitale ont bénéficié d'un toit décent, sauf nous. Peut-être parce que nous n'avons pas choisi la violence comme mode opératoire pour revendiquer nos droits», dira un groupe de citoyens interrogés sur place.

M. M.

PENSIONS VERSÉES AUX FILLES DE MARTYRS

Bounedjma s'en prend au ministère des Finances

Lors d'une conférence de presse tenue hier à la Maison de la presse Tahar-Djaout à Alger, Khaled Bounedjma, président de la Coordination nationale des enfants de choudhada (Cnec), a décrié la suspension par le ministère des Finances de la pension concédée aux filles des martyrs au titre de la loi de finances de 1990, une pension mensuelle revalorisée plusieurs fois pour atteindre 7 000 DA.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Il considère que cette mesure, prévue dès l'entrée en vigueur du fameux article 25 de la loi relative au moudjahid et au chahid, a provoqué une «fitna» parmi les enfants des martyrs. «Qu'est-ce que je pourrai dire mainte-

nant aux 300 000 filles des martyrs, n'ayant pas perçu le moindre centime depuis octobre dernier ?», s'interroge-t-il d'emblée.

«Pendant la campagne électorale lors de laquelle nous avons œuvré à promouvoir le programme du président de la République,

je leur ai plutôt promis que leur dignité serait garantie», déplorera-t-il.

La circulaire en question (N° 13 du 31 décembre 2010), signée par le directeur de la réglementation et de l'exécution comptable des budgets, fait référence à une instruction interministérielle datant du 14 mai

2008 et prévoyant l'«annulation des pensions liquidées dans le cadre des dispositions de l'article 129 de la loi de finances de 1990 dès la rentrée en vigueur des dispositions de l'article 25 de la loi 99-07 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid.

L. H.

DAÏRA DE BEN-AZZOUZ, SKIKDA
La subdivision des forêts et l'antenne de l'Angem incendiées

La subdivision des forêts et l'antenne de l'agence du micro-crédit de la daïra de Ben-Azzouz, à une soixantaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Skikda, situées dans le même immeuble, ont fait l'objet, dans la matinée d'hier, d'un incendie. Le matériel informatique et les documents administratifs qui s'y trouvaient ont été ainsi détruits.

Selon des sources concordantes, l'action a été consécutive à un mouvement de contestation déclenché la veille par un groupe de jeunes. Ces jeunes, dont les contrats de travail ont pris fin, réclamaient leur réintégration au sein des structures des forêts. Le coût des dégâts n'a pas encore été estimé, mais il n'en demeure pas moins que beaucoup de dossiers, notamment ceux de jeunes postulant pour un travail ou désireux de créer leur entreprise, ont été brûlés. Une enquête a été déclenchée par la Sûreté de daïra de Ben-Azzouz pour déterminer les causes à l'origine de cet acte.

Zaïd Zoheïr

TAYEB BELAÏZ À PROPOS DE
L'EX-INSPECTEUR GÉNÉRAL DU
MINISTÈRE DE LA JUSTICE :
«Badaoui n'a pas été nommé
à la Cour suprême»

Le ministre de la Justice a déclaré, hier, que l'ex-inspecteur général de son département n'avait pas été nommé en qualité de conseiller à la chambre criminelle de la Cour suprême.

«J'ai décidé de mettre fin aux fonctions de Ali Badaoui après une enquête que j'ai menée personnellement. Mais il n'a pas été nommé en qualité de conseiller à la Cour suprême», a précisé Tayeb Belaïz, en marge d'une séance plénière du Sénat.

Notons que la chambre criminelle de la Cour suprême aura à statuer sur l'affaire qui oppose Ali Badaoui au magistrat Abdallah Haboul. Interrogé sur le cas du moudjahid Mohamed Gharbi, Belaïz a précisé que le dossier de mise en liberté conditionnelle est actuellement en cours d'étude au niveau d'une commission.

Le ministre n'a pas souhaité avancer de date précise quant à la libération de Gharbi.

T. H.

AMMAL

Un terroriste abattu

Les forces de l'ordre ont, en début de soirée de mardi, abattu un terroriste d'Aqmi. La manière avec laquelle a été réalisée cette opération laisse supposer qu'il s'agit d'une prise très importante. Les agents des services secrets de l'armée étaient en civil à bord de deux véhicules banalisés et suivaient une Clio dans laquelle circulaient, selon nos informations, deux ou trois individus.

C'est vers 19 h, que les hostilités ont été déclenchées par les agents de l'armée.

D'après nos sources, le véhicule suspect quittait la RN5 (Alger/Constantine) pour bifurquer vers le chemin de wilaya n°28 menant vers la zone montagneuse du sud d'Ammal, au sud-est de la ville Boumerdès, notamment la forêt de Djerrah, fief de la katiba El Arkam affiliée à Aqmi. C'est alors qu'il s'en est suivi un bref accrochage. Nos sources indiquent, par ailleurs, que les terroristes ont été suivis par les éléments de l'armée. Il y a lieu de noter qu'un black-out est maintenu au sujet de cette opération. Ce qui renforce la conviction qu'il s'agit d'un chef terroriste.

Abachi L.

Rectificatif

Dans l'article intitulé «Education nationale : Rassemblement des économistes devant la présidence», paru dans l'édition d'hier, une erreur a été commise. La Coordination nationale des fonctionnaires des services économiques de l'éducation a été affiliée, par inadvertance, à l'Union nationale des personnels de l'éducation nationale (UNPEF). Cette coordination est liée à la seule Fédération nationale des travailleurs de l'éducation de la Centrale syndicale. Dont acte. La commission de travail regroupant la commission de suivi de la coordination et le ministère de l'Éducation nationale, installée mardi, tiendra sa première réunion lundi prochain.

C. B.